

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article8109>

Les ambitieux projets de Paris pour la défense européenne

- Défense - International -



Date de mise en ligne : jeudi 26 juin 2008

Spyworld Actu

La France entend mettre à profit sa présidence de l'Union européenne, qui commence mardi prochain, pour relancer la coopération militaire.

C'est l'une des cinq grandes priorités de la présidence française de l'Union, qui démarre le mois prochain. Pour donner un nouvel envol à l'Europe de la défense, le président de la République a promis d'arriver à Bruxelles les bras remplis d'initiatives. Dans les bureaux sans âme du Conseil européen, Nicolas Sarkozy est attendu comme le messie. « On ne fera pas la défense européenne sans la France, plaide Cristina Gallach, la porte-parole du patron de la diplomatie européenne, Javier Solana. Nous avons besoin d'un leadership crédible. Et lorsque Nicolas Sarkozy parle, il y a derrière lui une grande armée en train de se réformer, un pays qui s'apprête à réintégrer l'Otan et une formidable capacité de mobilisation pour les autres », juge-t-elle.

Seulement, voilà. Le 12 juin, les Irlandais ont dit non au traité de Lisbonne. Parmi les raisons qui ont motivé leur refus, il y a notamment la peur devant les progrès de l'Europe de la défense. Les électeurs irlandais n'ont pas voulu renoncer à la neutralité de leur pays. À Bruxelles, dans les couloirs de la Commission et du Conseil, une sourde inquiétude a fait place à l'optimisme. Dix ans après le sommet franco-britannique de Saint-Malo qui la lança en 1998, l'Europe de la défense se demande si elle peut survivre à ce nouveau revers.

L'impact direct du non irlandais, c'est le report du nouvel élan que le traité de Lisbonne devait donner aux capacités de défense européennes en favorisant des accords entre un groupe limité de pays. Mais sur les théâtres d'opérations, les missions, notamment les interventions au Tchad (Eufor) et au Kosovo (Eulex), se poursuivent comme si de rien n'était. La décision irlandaise ne va pas effacer d'un coup de pinceau tous les progrès réalisés depuis 1998. Les États membres de l'Union, malgré leurs doutes, n'ont jamais été aussi présents sur les théâtres de crise. L'UE est sollicitée dans le monde entier.

Les effets à plus long terme du non irlandais sont plus difficiles à évaluer. Le résultat du référendum rappelle en effet que les opinions publiques sont devenues réticentes à s'engager dans des opérations extérieures. Soit parce que, à l'instar de la Bosnie, elles s'éternisent. Soit parce qu'elles ne paraissent pas directement liées à la sécurité intérieure des pays européens. À Bruxelles, les spécialistes sont unanimes : seule une présidence française forte pourra permettre de sortir de la crise.

Nouvelles menaces stratégiques

Les attentes sont à la hauteur des ambitions de Paris, qui aimerait pouvoir doter l'Europe d'une véritable crédibilité militaire. Autant dire qu'elles sont énormes. Dans sa besace, Nicolas Sarkozy a, en théorie, de quoi les contenter. D'abord, une légitimité à porter la défense européenne, puisque la France est à l'origine, non seulement de sa création, mais aussi de la plupart de ses innovations. Paris a commandé les premières opérations de l'Union, en Macédoine, où l'Europe a d'ailleurs connu son premier succès de diplomatie préventive, et au Congo. Avec 2 095 hommes, les Français constituent la colonne vertébrale de l'Eufor, l'intervention lancée au Tchad en janvier 2008.

La France a aussi de nombreux projets, qu'elle aimerait pour partie voir aboutir avant la fin de l'année. Elle veut d'abord mettre à jour la stratégie européenne de sécurité, qui date de 2003. Il faut l'adapter aux nouvelles menaces : les changements climatiques, la nouvelle donne en matière d'approvisionnement énergétique, les questions liées à l'immigration et les cyberattaques.

Les ambitieux projets de Paris pour la défense européenne

Autre grand chantier, l'augmentation des capacités militaires, par le biais de la jeune Agence européenne de défense (AED), créée en 2004 et qui ne compte encore que 100 membres. Paris veut forcer à plus de rationalisation, mettre l'accent sur les failles de l'Europe, le transport aérien en général, les hélicoptères en particulier, et puis les moyens de commandement. La France entend aussi créer un véritable marché européen des industries de défense, financer des projets concrets comme l'initiative franco-allemande sur les hélicoptères de transport, faire naître des sous-marins germano-franco-britanniques...

« Il faut se rendre à l'évidence : aucun pays européen ne peut consacrer un effort budgétaire suffisant à sa défense, prévient Alexander Weis, le patron de l'Agence européenne de défense. Il faut donc dépenser plus et mieux ensemble. Le moment est venu de traduire les mots en actions. Si nous ne sommes pas capables de le faire, l'Europe de la défense perdra sa crédibilité. Sans le soutien de la France, je ne réussirai pas. » Weis compte notamment sur Nicolas Sarkozy pour convaincre les Britanniques d'accepter que le minuscule budget de fonctionnement de l'agence (20 millions d'euros) soit augmenté. La partie est loin d'être gagnée.

Les projets d'Erasmus militaire et de Collège européen de défense, destinés à favoriser l'émergence d'une culture commune, font en revanche l'unanimité. La France a également l'intention de développer les capacités de la défense européenne en reprenant l'objectif de 1999, enterré depuis, qui consiste à pouvoir déployer 60 000 hommes pendant un an sur un théâtre d'opérations éloigné. Il s'agit notamment de tirer les leçons de l'intervention au Tchad, dont la mise en place a été laborieuse.

L'accord franco-britannique visant à créer une flotte européenne d'hélicoptères, alors que ces derniers font cruellement défaut, est en principe acquis. Quant aux négociations sur la création d'un groupe aéronaval (GAN) qui permettrait d'avoir un porte-avions britannique ou français en permanence à la mer, avec des moyens de protection européens, elles se poursuivent. Paris propose également la création d'une flotte de transport tactique européenne avec le futur Airbus A 400 M ainsi qu'un système d'observation satellitaire, lui aussi acquis.

S'il est contesté, en France, par la gauche et une partie de la droite, le retour annoncé de Paris dans le commandement intégré de l'Otan, qui mettrait fin à l'exception française ouverte par De Gaulle en 1966, est considéré comme un atout de taille à Bruxelles. Le rapprochement avec l'Alliance a permis de vaincre les réticences des anciens pays de l'Est, qui lui sont très attachés, ainsi que de l'Allemagne. Il a libéré l'énergie de la Pologne, qui participe désormais activement à toutes les missions de l'UE. Il a contribué à lever les réticences des États-Unis à l'égard de la défense européenne.

L'Europe dépense 200 millions d'euros par an pour sa défense

Comme le montre le conflit qui s'éternise en Irak, les Américains ne peuvent plus compter uniquement sur leurs propres capacités. Or ils reprochaient à la France de ne pas prendre ses responsabilités en gardant un pied dans l'Otan et un pied au-dehors. Pour Nicolas Sarkozy, l'équation est claire comme du cristal de roche : sans rapprochement avec l'Otan, pas d'espoir de développer la défense européenne. À Bruxelles, le mouvement de la France vers l'Alliance atlantique est d'autant mieux perçu que Paris n'a pas pour autant renoncé à ses objectifs européens, faisant même dépendre la réintégration dans l'Otan des progrès réalisés par la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD).

La clé d'une percée de la défense européenne se trouve aussi à Londres. Et là, les choses se compliquent. L'un des projets les plus ambitieux de la France est de favoriser la création d'un quartier général permanent d'une cinquantaine d'officiers à Bruxelles. Ce que l'on nomme pudiquement « l'accroissement des capacités de planification et de coopération ». Il s'agit de donner à l'Europe de la défense les moyens de monter seule et vite une opération. Or ce projet est loin de faire l'unanimité parmi les États membres, qui redoutent une concurrence avec le Shape, l'état-major permanent de l'Otan en Belgique. « Une grande partie des pays européens se reposent sur la

Les ambitieux projets de Paris pour la défense européenne

garantie de sécurité apportée par l'Otan. Ils se demandent pourquoi dépenser plus quand les Américains le font à leur place », explique un proche du dossier.

Les plus réticents sont les Britanniques, et, sans leur accord, pas question d'avancer sur ce dossier. À Bruxelles, certains espéraient que le feu vert américain à la défense européenne ait un effet domino à Londres. Mais le premier ministre Gordon Brown est trop affaibli pour affronter l'ire des conservateurs eurosceptiques.

Limitée par la règle de l'unanimité et par les doutes de ses membres, l'Europe de la défense avance cahin-caha. Entre l'échec des pays européens, incapables de s'unir pendant la guerre de Bosnie au début des années 1990, et l'opération au Tchad à laquelle participent des pays jusque-là réticents, comme la Pologne, l'Autriche, l'Irlande ou la Finlande, les progrès sont patents. Vingt et une missions ont été montées par l'Union européenne à travers la PESD, dont cinq militaires.

Les efforts restent insuffisants : 4 % seulement des effectifs des armées européennes sont déployés sur des théâtres d'opérations. Mais les plus optimistes estiment que la défense européenne n'aura d'autre choix que d'aller de l'avant. « Tous les budgets militaires augmentent dans le monde. En 2007, l'Union à vingt-sept a dépensé à peine plus de 200 millions d'euros pour sa défense, contre plus de 375 millions pour les États-Unis. L'Europe a baissé la garde et risque de se trouver impliquée dans des événements qui la dépassent, alors que son unification l'avait préservée des conflits pendant soixante ans... », prévient Jean-Dominique Giuliani, le directeur de la Fondation Schuman pour l'Europe, dans une note récente.

Pour le reste, le rêve caressé par certains de créer une véritable armée européenne n'est plus guère évoqué. Comme le dit avec vigueur Cristina Gallach : « L'Europe peut être une puissance poli-tique et économique. Mais elle ne sera jamais une puissance militaire. Ce n'est pas dans sa vocation. Nous devons agir uniquement lorsque nous sommes sollicités. »



Le chef de l'état-major des armées françaises, le général Jean-Louis Georgelin (à droite), s'est rendu, mardi, au Tchad où il a rencontré des hommes de l'Eufor, la plus importante force jamais déployée par l'Union européenne. La France en est la principale composante. Crédits photo : AFP

Post-scriptum :

<http://www.lefigaro.fr/international...>